

---

**DÉCLARATION LIMINAIRE  
CONSEIL SOCIAL D'ADMINISTRATION  
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE  
6 février 2025**

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil social d'administration,

c'est un CSA assez inédit qui est réuni aujourd'hui pour discuter de la répartition des moyens pour la rentrée scolaire 2025 alors que le budget 2025 n'est pas encore voté.

Par ailleurs, jeudi 30 janvier a été annoncé de façon extrêmement brutale le gel immédiat de la part collective du Pass culture à 50 millions d'euros. Les enseignant·es devront attendre le mois de septembre pour que les financements soient débloqués à hauteur de 22 millions d'euros de septembre à décembre. Nous sommes loin des 97 millions euros utilisés en 2024 pour financer les projets artistiques et culturels.

Nous déplorons que l'Éducation nationale soit le terrain d'expérimentations et d'effets d'annonce, où les fonds alloués peuvent être retirés du jour au lendemain par des ministres et dirigeants n'ayant aucun lien avec la réalité du terrain. Faudra-t-il rappeler que les missions de l'Éducation nationale, tout comme celles de la culture, ne peuvent être viables qu'en s'inscrivant dans le temps long et que les personnels et agent·es ont besoin de visibilité afin de construire des projets pédagogiques et éducatifs cohérents ? Or aujourd'hui, force est de constater, une fois de plus, que pour nos dirigeant·es, l'Éducation nationale et la culture sont devenus de simples variables d'ajustement.

Nous déplorons aussi, les directives de remplacements de courte durée qui s'appliquent dans les établissements sans se soucier de la réelle continuité pédagogique dans les classes. Les enseignant·es qui sont amené·es à répondre aux injonctions ne trouvent aucun sens à ces remplacements de courte durée qui n'obéissent qu'à une seule règle, celle de la gestion

comptable des remplacements, faisant fi, aussi de la formation continue des personnels.

Nous déplorons, une nouvelle fois, la farce démocratique qui se joue dans les instances de l'Éducation nationale à tous les échelons. Localement, les DGH sont présentées aux chef·fes d'établissement avant d'être présentées en CSA académique et départemental... Tout est donc joué d'avance, ce n'est pas l'idée que SUD éducation se fait de la démocratie.

SUD éducation 04 qui revendique :

- de véritables augmentations de salaires pour tous les personnels
  - la baisse du nombre d'élèves par classe dans tous les établissements
  - des moyens pour l'école inclusive avec la création d'un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH
  - la création des postes nécessaires pour fonctionner et accueillir tous les élèves et notamment des postes de titulaires remplaçants pour pallier les absence des professeur·es
  - le rétablissement immédiat des budgets de l'Éducation nationale qui étaient en vigueur pour les projets artistiques et culturels avant la mise en place du Pass culture
- l'annulation du choc des savoirs et en particulier les groupes de niveau
- la présentation des programmes EVARS et un plan de formation à la hauteur pour la mise en application de la loi du 4 juillet 2001.

C'est pourquoi, SUD éducation 04 appelle tous les personnels du département à se mettre en grève massivement à compter du 25 février 2025 pour dénoncer le manque de moyens et la politique éducative menée actuellement par nos dirigeant·es.